

# dial

## diffusion de l'information sur l'Amérique latine

43 TER, RUE DE LA GLACIÈRE - 75013 PARIS - FRANCE - TÉL. (1) 43.36.93.13

CCP 1248.74-N PARIS - Du mardi au vendredi de 9 h à 12 h et de 14 h à 18 h 30

Hebdomadaire - n° 1842 - 27 janvier 1994 - 9F

### D 1842 MEXIQUE: EXPLOSION ARMÉE AU CHIAPAS

Coup de tonnerre dans le ciel politique mexicain: le 1er janvier 1994, plusieurs centaines de guérilleros venus des hauteurs de la forêt lacandone, dans l'État du Chiapas, occupaient militairement quatre localités importantes, dont la ville de San Cristóbal de Las Casas. Sous la dénomination de "Armée zapatiste de libération nationale", les insurgés majoritairement indiens allaient tenir quelques jours, le temps pour le gouvernement fédéral de lancer l'armée contre eux. Le bilan de l'attaque de l'"Armée zapatiste" sera de quelques dizaines de morts; celui de la riposte de l'armée fédérale sera officiellement d'une centaine de morts, mais très probablement beaucoup plus.

Pourquoi cette explosion totalement inattendue, même si les insurgés disent s'y être préparés depuis dix ans? Ce n'est pas d'aujourd'hui que des conflits se produisent entre paysans indiens de la région et les caciques locaux, exploitants agricoles et hommes politiques (cf. DIAL D 320, 340, 727, 918, 1118, 1513, 1523 et 1699). Le réveil indien de ces vingt dernières années est également un fait notoire (cf. DIAL D 217, 459, 1419, 1608 et 1707). Le blocage politique du pays, dont le Parti révolutionnaire institutionnel (PRI) est la pièce maîtresse depuis 1945 (en relais du Parti national révolutionnaire fondé en 1929), ne laisse pratiquement aucune chance à toute tentative politique hors du monopole du PRI (cf. DIAL D 727 et 1196).

Le contexte des guérillas et anciennes guérillas d'Amérique centrale n'est pas non plus étranger au soulèvement "zapatiste": la victoire militaire et politique des sandinistes au Nicaragua, la résistance des "farabundo-martistes" d'El Salvador qui a conduit à un accord de paix, la permanence de la guérilla du Guatemala avec les négociations pour un accord de paix dans ce pays.

Ajoutons au tableau général: le centenaire de la naissance de Mao en fin décembre 1993; l'anniversaire de la Révolution cubaine le 1er janvier 1959; l'entrée en vigueur le 1er janvier 1994 de l'Association de libre échange nord-américain (ALENA) (cf. DIAL D 1593 et 1724); la proximité des élections présidentielles au Mexique en 1994 (cf. DIAL D 1753); et, probablement, l'"affaire" de Mgr Samuel Ruiz, évêque de San Cristóbal de Las Casas en octobre-novembre 1993 (cf. DIAL D 1829 et 1837).

Tout cela cependant laisse entière la question: pourquoi la relance de la stratégie de lutte armée à une époque de reflux pour un tel choix?

Un cessez-le-feu provisoire de fait s'est établi de part et d'autre. L'heure est à la médiation: l'évêque de San Cristóbal de Las Casas, accepté par les deux parties, semble en être la pièce maîtresse.

Dossier ci-dessous avec quatre documents.

Note DIAL

### **1. Situation économique et sociale de l'État du Chiapas (Extrait du 2ème communiqué de douze organisations mexicaines (1), à la date du 6/1/94)**

Le Chiapas est un État très contrasté. Ses importantes ressources naturelles contrastent ainsi avec la pauvreté de la majorité des habitants.

D1842-1/8

D'après les données de l'INEGI, la superficie du Chiapas est de 73.887 km<sup>2</sup> pour une population de 3.210.500 habitants répartis en 16.422 localités, dont les trois quarts ont moins de 100 habitants. Sur un total de 594.025 habitats, plus du tiers (202.523, soit 34,09%) est constitué d'une seule pièce où vivent cinq personnes et plus; 361.754 habitats sont équipés d'un foyer au bois ou au charbon de bois. Le Chiapas reçoit 30% des eaux de ruissellement du territoire national, et 56,81% seulement de ses habitants disposent de l'eau courante, essentiellement dans les villes.

Pour un total de 854.159 personnes constituant la population économiquement active (PEA), 59% touchent l'équivalent d'un salaire minimum ou moins; 21%, jusqu'à deux salaires minimums; et 1,3% plus de dix salaires minimums. Dans l'État du Chiapas, le salaire minimum journalier est de 12,50 nouveaux pesos, soit moins de 4 dollars.

La société PEMEX extrait quotidiennement du sous-sol chiapanèque 92.000 barils de pétrole brut; et annuellement 516 millions de pieds cubes (2) de gaz naturel. C'est dire que, respectivement, 21% de la production nationale de pétrole et 47% de celle de gaz naturel viennent de la région de Chiapas-Tobasco.

En 1990, le Chiapas produisait 55% de l'énergie électrique du pays, alors qu'un tiers des habitats ne dispose pas de l'énergie électrique.

Le Chiapas vient en deuxième place pour la production nationale de maïs. Le riz constitue la deuxième activité économique en importance des Chiapanèques. L'État du Chiapas est le premier producteur de café de la Fédération. Cela n'a pas empêché, crise mondiale des prix du café aidant, des centaines de paysans de devoir émigrer vers d'autres régions du pays comme Puebla, Mexico, Cancún, Huatulco et Tuxtla Gutiérrez, à la recherche de nouvelles sources de revenu. Par ailleurs la baisse des prix de la banane sur les marchés internationaux provoque un chômage important et le même phénomène d'émigration.

Sur le plan de l'éducation et de la formation, on comptait en 1990 627.183 enfants de 5 à 14 ans scolarisés, tandis que 930.769 autres de la même tranche d'âge, soit 59,74% du total d'enfants en âge de scolarisation, n'étaient pas scolarisés. Les chiffres établis par le gouvernement montrent que, sur les 2.037.245 habitants de l'État âgés de plus de 12 ans (c'est-à-dire la population qui devrait normalement avoir achevé le primaire obligatoire), 446.500 seulement (21,92%) ont poursuivi des études au delà du primaire; 199.329, au delà du secondaire ou son équivalent en degré moyen; 57.245, en instruction supérieure; et 5052, au delà des grades universitaires. C'est ainsi que 1,12% seulement de la population économiquement active dispose d'une formation intellectuelle de bon niveau.

Pour l'analphabétisme de la population âgée de plus de 15 ans, la moyenne au Chiapas est de 30,12% contre 12,44% de moyenne nationale. En ce qui concerne l'accès à l'énergie électrique, 34,92% des habitants du Chiapas en sont privés contre 12,99% au plan national.

Les causes de mortalité dans l'État du Chiapas, en particulier dans les communautés indiennes, sont les mêmes qu'il y a quarante ans: infections intestinales, maladies respiratoires, dénutrition. C'est dans les communautés indiennes du pays, c'est-à-dire plus de 8 millions de Mexicains, qu'on trouve le taux de mortalité le plus élevé, soit 12%. Au Chiapas le taux de mortalité pour tuberculose est le plus élevé de l'ensemble du pays.

**2. Communiqué du "comité clandestin révolutionnaire indien - commandement général de l'Armée zapatiste de libération nationale" (3) (6 janvier 1994)**

"Nous voici, les morts de toujours,  
mourant encore une fois, mais cette fois pour vivre"

Au peuple du Mexique,  
aux peuples et aux gouvernements du monde,

Frères,

Le 1er janvier de cette année nos troupes zapatistes ont déclenché une série d'opérations politico-militaires, dont l'objectif premier est de faire connaître au peuple du Mexique et au reste du monde les conditions misérables d'existence dans lesquelles vivent et meurent des millions de Mexicains, en particulier nous les Indiens. Avec le déclenchement de ces opérations nous voulons également faire connaître notre détermination à nous battre pour nos droits les plus élémentaires par la seule voie que nous ont laissée les autorités gouvernementales: la lutte armée.

Les graves conditions de pauvreté de nos compatriotes ont une cause commune: le manque de liberté et de démocratie. Nous estimons que le respect intégral des libertés et de la volonté démocratique du peuple est la condition absolue de l'amélioration de la situation économique et sociale des dépossédés de notre pays. C'est pourquoi, en même temps que nous brandissons le drapeau de l'amélioration des conditions d'existence du peuple mexicain, nous présentons la revendication de liberté politique et de démocratie qui implique le départ du gouvernement illégitime de Carlos Salinas de Gortari et la formation d'un gouvernement de transition démocratique, avec la garantie d'élections libres dans l'ensemble du pays et à tous les niveaux d'exercice de gouvernement. Nous rappelons que toutes nos revendications politiques et économiques restent en vigueur. C'est sur cette base revendicative que nous entendons rassembler le peuple du Mexique et ses organisations indépendantes pour la Constitution, par la lutte sous toutes ses formes, d'un mouvement national révolutionnaire dans lequel trouveront place toutes les formes d'organisation sociale ayant pour objectif, dans l'honnêteté et le patriotisme, l'amélioration du Mexique qui est le nôtre.

Dès le début de notre guerre de libération, nous n'avons pas seulement été la cible de l'attaque des forces répressives du gouvernement et de l'armée fédérale, nous avons aussi fait l'objet des calomnies du gouvernement fédéral, de celui de l'État et de certains médias. Ils cherchent à discréditer notre combat, pour mieux tromper le peuple du Mexique, en déclarant que notre lutte est conduite par des étrangers, par des professionnels de la violence et par des intérêts obscurs et antipatriotiques au seul service de quelques individus. En raison de ces calomnies et ces mensonges, l'Armée zapatiste de libération nationale se voit dans l'obligation d'apporter les précisions suivantes.

Premièrement - L'Armée zapatiste de libération nationale (EZLN) ne compte aucun étranger dans ses rangs et dans ses organes de direction. Elle n'a jamais reçu un quelconque soutien ou conseil de la part de mouvements révolutionnaires d'autres pays ou de gouvernements étrangers. L'information selon laquelle des Guatémaltèques militeraient dans nos rangs et se seraient entraînés dans le pays voisin relève d'inventions propagées par le gouvernement fédéral pour discréditer notre cause. Nous n'avons eu ni n'avons aucun lien avec

le FMLN salvadorien ou avec l'URNG du Guatemala, ni non plus avec un quelconque autre mouvement armé latino-américain, nord-américain, européen, africain, asiatique ou océanique. Les tactiques militaires que nous utilisons ne nous viennent pas de l'insurrection en Amérique centrale, mais du passé militaire mexicain; de Hidalgo, Morelos, Guerrero et Mina; de la résistance à l'invasion yankee en 1846-1847; de la riposte populaire à l'intervention française; de la geste héroïque de Villa et de Zapata (4); et des luttes de résistance indienne tout au long de l'histoire de notre pays.

Deuxièmement- L'EZLN n'a aucun lien avec des autorités religieuses catholiques ou d'aucun autre credo. Nous n'avons reçu ni orientation ni direction ni soutien d'aucune structure ecclésiastique, d'aucun des diocèses de l'État de Chiapas, du nonce apostolique, du Vatican ou de quiconque d'autre. Des catholiques militent majoritairement dans nos rangs, aux côtés de membres d'autres credos et religions.

Troisièmement- Les échelons de commandement et les corps de troupe de l'EZLN sont majoritairement constitués d'Indiens du Chiapas. Et il en est ainsi parce que c'est nous, les Indiens, qui représentons le milieu social mexicain le plus humilié, le plus spolié, mais aussi - comme on le voit - le plus digne. Nous sommes des milliers d'Indiens à avoir pris les armes; derrière nous, il y a les milliers de membres de nos familles. Ce sont donc, de la sorte, des dizaines de milliers d'Indiens qui sont en lutte. Le gouvernement déclare qu'il ne s'agit pas d'un soulèvement indien. Nous pensons, nous, que si des milliers d'Indiens se lancent dans la lutte, il s'agit bien alors d'un soulèvement indien. Il y a aussi dans notre mouvement des Mexicains d'autres milieux sociaux et de plusieurs États du pays. Ils sont d'accord avec nous et ils se sont joints à nous parce qu'ils sont d'accord avec l'exploitation que nous subissons. Si ces Mexicains non indiens se sont joints à nous, d'autres le feront aussi; car notre lutte est nationale et elle ne se cantonnera pas au seul État du Chiapas. Actuellement, la direction politique de notre lutte est totalement indienne; 100% des membres des comités clandestins révolutionnaires indiens existant dans la zone des combats appartiennent aux ethnies tzotzil, tzeltal, chol, tojolabal et autres. Il est évident que ce n'est pas encore la totalité des Indiens du Chiapas qui sont avec nous, car beaucoup de frères sont encore asservis par les idées et les mensonges du gouvernement. Mais nous sommes déjà suffisamment de milliers pour qu'on tienne compte de nous. L'usage des passe-montagnes et autres choses pour nous camoufler le visage répond à des mesures élémentaires de sécurité. C'est aussi une manière de se vacciner contre le culte du chef.

Quatrièmement- L'armement et les équipements dont dispose le peuple sont très variés; et comme il fallait s'y attendre, ils n'ont pas été montrés dans leur totalité et leur diversité aux médias et à la population civile des communes que nous avons prises les 1er et 2 courants. Cet armement et ces équipements ont été obtenus peu à peu et préparés pendant les dix années silencieuses d'accumulation des forces. Les moyens "sophistiqués" de communication dont nous disposons peuvent être trouvés dans n'importe quel magasin d'importation du pays. Pour obtenir l'armement et les équipements nous n'avons jamais eu recours au vol, à l'enlèvement ou à l'extorsion. Nous ne devons notre maintenance qu'aux seules ressources que nous ont données les gens du peuple modestes et honnêtes à travers tout le Mexique. C'est parce que nous n'avons jamais eu recours au gangstérisme pour nous équiper que les forces de répression de l'État ne nous ont jamais détectés durant les dix années d'une préparation sérieuse et précautionneuse.

Cinquièmement- Certains se demandent pourquoi nous avons attendu jusqu'à maintenant pour nous lancer dans l'action, alors que nous étions prêts

auparavant. La réponse est qu'auparavant nous avons essayé toutes les voies pacifiques et légales, mais sans résultat. Au cours des dix dernières années, plus de 150.000 de nos frères indiens sont morts de maladies curables. Les plans économiques et sociaux des gouvernements de la Fédération, des États et des communes n'offrent aucune vraie solution à nos problèmes et se contentent d'aumônes aux époques électorales. Les aumônes n'ont qu'un effet passager; la mort revient ensuite dans nos maisons. C'est pourquoi nous jugeons qu'on en a assez de mourir inutilement et qu'il vaut mieux se battre pour changer les choses. Si maintenant nous mourons, ce ne sera plus dans la honte mais dans la dignité, comme nos ancêtres. Nous sommes d'autres 150.000 prêts à mourir si c'est nécessaire pour réveiller notre peuple du sommeil mensonger dans lequel il est entretenu.

Sixièmement- Les conditions de "concertation" que le gouvernement fédéral prétend nous imposer sont inacceptables pour notre organisation. Nous ne déposerons pas les armes tant que nos revendications brandies au début de notre lutte ne seront pas acceptées (5). Pour notre part, pour l'ouverture d'un dialogue, nous posons les conditions suivantes;

- a) Reconnaissance de l'EZLN comme force belligérante.
- b) Cessez-le-feu des deux parties sur tout le territoire des combats.
- c) Retrait des troupes fédérales de toutes les communautés, dans le respect absolu des droits de l'homme des populations rurales. Retour des troupes fédérales dans leurs casernes respectives aux différents coins du pays.
- d) Cessation des bombardements aveugles des populations rurales.
- e) Sur la base des trois conditions précédentes, constitution d'une commission nationale de médiation.

Nos troupes s'engagent à respecter ces conditions si le gouvernement fédéral fait de même. En cas contraire, nos troupes poursuivront leur marche sur la capitale du pays.

L'EZLN redit qu'elle respectera les lois de la guerre approuvées par la Convention de Genève, qu'elle respectera la population civile, la Croix-Rouge, la presse, les blessés et les troupes ennemies qui se rendront sans combat à nos forces.

Nous lançons un appel spécial au peuple nord-américain et à son gouvernement. Au premier, pour qu'il déclenche des actions de solidarité et d'aide en faveur de nos compatriotes. Au gouvernement nord-américain, pour qu'il suspende toute aide économique et militaire au gouvernement fédéral mexicain, parce que le gouvernement est un gouvernement dictatorial qui ne respecte pas les droits de l'homme, et parce que l'aide en question servira à massacrer le peuple du Mexique.

(...)

### **3. Les urgences selon le communiqué des douze organisations mexicaines du 6 janvier 1994**

1) Il est urgent, selon nous, que la Croix-Rouge internationale, de par sa fonction impartiale, neutre et humanitaire, intervienne en faveur des victimes du conflit. De même, nous pressons les combattants des deux bords de respecter le travail de la Croix-Rouge.

2) Nous estimons que, dans cette situation très difficile, on ne peut retirer au peuple mexicain le droit à une information vraie, non point pour le

scandaliser ou le terroriser, mais bien pour permettre la réflexion de la société dans son ensemble et l'ouverture d'un dialogue en profondeur.

3) Il serait particulièrement regrettable que cette situation serve de prétexte pour accuser des personnes ou des groupes qui travaillent à la défense des droits de l'homme en faveur des peuples indiens. Sur ce point, nous sommes particulièrement préoccupés par le communiqué officiel émanant du gouvernement du Chiapas, aux termes duquel le diocèse de San Cristóbal serait impliqué dans le soulèvement armé. Nous estimons que cette situation ne doit pas non plus être l'occasion de s'en prendre à la libre expression et au travail des organisations sociales qui, dans l'État du Chiapas, oeuvrent légitimement au service de causes liées à l'état de droit.

4) Nous exhortons le gouvernement et l'EZLN à veiller en permanence au respect des droits de la population civile tels qu'ils sont définis par la législation nationale et par les conventions internationales. Que cette situation ne serve aucunement à justifier des actions militaires illégales au regard du droit mexicain.

5) Nous demandons au gouvernement mexicain et à l'EZLN d'accepter la médiation offerte par les évêques du Chiapas: Samuel Ruiz García, Felipe Aguirre et Felipe Arizmendi. Cela contribuerait sans aucun doute à éviter davantage de souffrances à la population civile et à mettre un terme au conflit (6).

#### **4. Déclaration de Mgr Samuel Ruiz García sur la situation au Chiapas** **(12 janvier 1994) (Extraits)**

Nous qui sommes au service du peuple de Dieu dans le diocèse de San Cristóbal de Las Casas, nous avons toujours été en faveur d'une vie digne, d'une vie qui rende justice au plan du Dieu de la vie, le Père de Notre Seigneur Jésus-Christ, sur ses enfants. Cette vie est systématiquement menacée en raison des conditions d'injustices qui prévalent dans notre État, marqué par un grand déséquilibre social entre de grandes richesses et une misère extrême.

Non seulement notre tâche n'a pas été comprise par certains milieux sociaux dont les intérêts sont contraires à ceux du peuple, mais on a aussi essayé publiquement de nous impliquer dans la violence en nous accusant de la favoriser. Cette incompréhension n'est pas nouvelle dans le diocèse puisque, déjà, son premier évêque, Frère Bartolomé de Las Casas, avait été accusé d'aller à l'encontre des intérêts de la Couronne espagnole et de favoriser la rébellion des Indiens. Elle n'est pas non plus nouvelle dans le continent latino-américain où l'Église, dans sa défense de la cause des plus pauvres, a souvent fait l'objet d'accusations. Dans ce moment actuel si délicat, nous voulons une fois encore donner clairement notre position. (...)

La violence structurelle, dénoncée par les évêques dans leur conférence de Medellín, est la vraie cause de la situation que nous constatons aujourd'hui...(7) Face à cette situation; face à l'inefficacité des réponses apportées aux revendications des gens - inefficacité aujourd'hui reconnue par tout le monde -; face aussi au mépris dont ils ont fait l'objet de la part de fonctionnaires et de caciques; et face enfin à ce que beaucoup de frères indiens considèrent comme une situation sans issue, un groupe d'entre eux ont, de par la situation, outrepassé les bornes de la patience et suivi une voie que de nombreuses analyses font apparaître comme inviable, comme génératrice de maux sociaux et comme possible commencement d'une spirale de violence incontrôlable, mais que ces frères indiens considèrent comme l'ultime combat après épuisement de toutes les possibilités légales.

La situation que nous venons de décrire est pour nous un **appel impérieux en faveur de la paix**. Mais la paix n'est possible, comme nous le disait le pape Paul VI, que si nous travaillons pour la justice. Il ne suffit pas de dire que nous sommes contre la violence si, en même temps, nous ne sommes pas décidés à travailler pour la justice et dans la justice. Seule une réforme sociale en profondeur rendra celle-ci effective, grâce à la mise en oeuvre de programmes concrets touchant non seulement les symptômes mais aussi la racine des problèmes, car **la paix dont nous avons besoin est une paix dans la justice**.

Nous comprenons la situation subjective de ces nombreux frères qui ont choisi une voie que nous estimons erronée. Leur cri d'angoisse mérite toute notre compréhension car c'est pour de meilleures conditions d'existence qu'ils donnent leur vie, sinon pour eux, au moins pour leurs enfants. En tant que diocèse nous disons que la violence fait obstacle aux vraies solutions. Mais si nous refusons la violence, nous entendons accompagner le peuple et ses organisations sociales pour les aider à défendre leurs droits et à améliorer vraiment leurs conditions d'existence. Dans le cadre strict de notre action pastorale et des exigences prophétiques de notre responsabilité consistant à annoncer et à dénoncer, nous poursuivons notre travail d'aide aux plus faibles et aux plus vulnérables, c'est-à-dire ceux-là dont la vie est rendue plus fragile par cette situation.

C'est pourquoi nous continuerons d'apporter un soutien humanitaire aux personnes qui en ont besoin dans l'actuelle situation d'urgence. Nous continuerons de proposer nos réflexions critiques sur les causes de la violence, afin d'éviter qu'elle atteigne un degré incontrôlable et généralisé. Nous continuerons d'appeler à la recherche de chemins de paix nous évitant d'avoir recours à une voie aussi pesante et au coût aussi élevé en vies humaines. Nous continuerons aussi d'élever la voix contre toute violation des droits de l'homme.

De tout coeur nous redisons que nous sommes disposés à favoriser une négociation pacifique, à défendre les droits de l'homme, à apporter à tous une aide humanitaire et à exiger le droit élémentaire de la population à une information véridique (8) . (...)

(1) Organisations signataires de ce communiqué: Académie mexicaine des droits de l'homme - Centrale indépendante d'ouvriers agricoles et de paysans - Centre d'études sociales et culturelles Antonio de Montesinos - Centre des droits de l'homme Frère Bartolomé de Las Casas - Centre des droits de l'homme Frère Francisco de Vitoria - Centre national de communication sociale - Commission indépendante des droits de l'homme de Morelos - Commission mexicaine de défense et de promotion des droits de l'homme - Convergence d'organisations civiles pour la démocratie - Bureau des droits de l'homme du diocèse de Mexico - Front indépendant du peuple indien - Union paysanne démocratique (NdT).

(2) Le pied mesure 0,324 m (NdT).

(3) Sur l'intitulé de ce communiqué, deux remarques sont à faire:

1- Le texte de la "déclaration de guerre", rendu public par le mouvement le 1er janvier 1994, lors du déclenchement de ses opérations armées, est signé du seul "commandement général de l'Armée zapatiste de libération nationale". Par contre, le communiqué du 6 janvier (signé par "le sous-commandant Marcos") introduit un "comité clandestin révolutionnaire indien" au sein de l'Armée zapatiste de libération nationale. Question: est-ce là une réponse à certaines interrogations publiques sur la nature du mouvement?

2- L'intitulé "Armée zapatiste de libération nationale" (sigle "EZLN" selon l'intitulé en espagnol) est de même structure que ceux des anciens mouvements de guérilla du Nicaragua ("Front sandiniste de libération nationale"-FSLN) et d'El Salvador ("Front Farabundo Martí de libération nationale"- FMLN). Par contre l'intitulé en question est très différent de celui du mouvement de guérilla du Guatemala ("Union révolutionnaire nationale guatémaltèque"), comme front uni de quatre organisations différentes: "Armée de guérilla des pauvres" (EGP), "Forces armées rebelles" (FAR), "Organisation du peuple en armes" (ORPA), et "Parti guatémaltèque du travail" (PGT). On notera qu'aucune de ces organisations n'a d'intitulé indien (NdT).

(4) Héros de la révolte agraire du début du 20e siècle, à partir du Sud du pays (NdT).

(5) Dans la "déclaration de guerre" rendue publique le 1er janvier 1994, l'EZLN revendique les droits suivants: "le travail, la terre, le toit, l'alimentation, la santé, l'éducation, l'indépendance, la liberté, la démocratie, la justice et la paix" (NdT).

(6) Le 10 janvier 1994, le président Carlos Salinas de Gortari congédiait son ministre de l'intérieur, Patrocinio González Garrido, par ailleurs ancien gouverneur de l'Etat du Chiapas, et le remplaçait par Jorge Carpizo, jusqu'alors président de la commission gouvernementale des droits de l'homme. Quelques jours plus tard, une "commission de la présidence de la République pour le dialogue et la paix au Chiapas" était créée avec, à sa tête, Manuel Camacho Solís, ministre des relations extérieures (NdT).

(7) Mgr Ruiz García reprend les données exposées dans le premier des documents ci-dessus (NdT).

(8) A la date du 17 janvier 1994, Mgr Ruiz était officiellement reconnu par les deux parties comme médiateur (NdT)

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, nous vous serions obligés d'indiquer la source DIAL)

---

Abonnement annuel: France 395 F - Étranger 440 F - Avion Amérique latine 500 F - USA-Canada-Afrique 490 F  
Directeur de publication: Charles ANTOINE - Imprimerie DIAL  
Commission paritaire de presse: 56249 - ISSN: 0399-6441